

N°812

27 Nov. 2019
Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

FLASH
CADRES



FLASH
CADRES

Le 5 décembre, toutes et tous dans l'action !

La montée des mobilisations et des préavis de grève pour le 5 décembre rend le gouvernement fébrile qui n'hésite pas à faire des annonces de plus en plus démagogiques et mensongères. A grand renfort de communication dans les médias, il voudrait nous faire croire que ce ne serait que des grèves corporatistes, des grèves de gens qui défendent leur petit pré carré. Que nenni, c'est bien l'expression d'une colère de plus en plus prégnante qui touche l'ensemble du salariat et de la population.

Les cadres ne sont pas en reste et sont bien conscients qu'il ne sortira rien de bon de la réforme des retraites. Juste un exemple : pour 2025, le gouvernement annonce un droit annuel à retraite de 55 centimes pour 10 euros cotisés. Cela signifie qu'il faut 43 annuités pour toucher 60% du dernier salaire, 47 annuités pour 66% et 54 ans pour 75% du dernier salaire.

Facile de faire le calcul de l'âge de départ en retraite, quand on sait que le nombre d'années d'étude ne compte pas, ni les interruptions de carrière. Dans cet exemple, les 55 centimes, seront une base révisable tous les ans à la hausse... ou à la baisse. Il n'est pourtant pas difficile d'arriver à l'équilibre budgétaire des caisses de retraite. Il suffit d'augmenter les parts salariales des cotisations de 0,16% et de 0,24% les parts patronales ; d'avoir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ; de supprimer les aides et les exonérations de cotisation des entreprises et de fiscaliser les revenus financiers des sociétés.

Alors, le 5 décembre, les cadres aussi seront de la partie.

Branche Poste

Les cadres ont voté CGT !

Les résultats des élections au Comité Social Economique (CSE) de La Banque Postale ont été publiés le 25 novembre 2019.

La CGT y fait un score historique de 19,6% et dispose d'une représentativité de 21,54% (+6 points par rapport à 2017). Elle devient première organisation syndicale (OS) chez les techniciens et obtient 2 élus.

Dans la catégorie Cadres, elle devient la 3^{ème} OS avec 12 élus (titulaires et suppléants). Elle a su conquérir de nouveaux électeurs cadres, en particulier ceux de la direction des Entreprises. C'est le fruit des nouveaux militants CGT qui ont été à l'écoute des salariés, en donnant la priorité à l'action de terrain.

La CGT remercie les cadres qui ont voté pour sa liste et est bien consciente des enjeux d'importance qui l'attendent pour les 4 prochaines années.

Apprendre à faire plus avec moins

Le contrat liant la BCPE (Banque Populaire Caisse d'Epargne) et la CNP prend fin en 2022. A cette date, la BCPE cessera de commercialiser les produits CNP au profit de NATIXIS.

Ce processus est déjà engagé depuis 2016. La CNP, bien entendu, veut conserver le même niveau de chiffre d'affaires avec un seul distributeur La Poste au travers de LBP et du réseau. Mais La Banque Postale ne représente que 35% du CA de la CNP, et La Poste désire réaliser la différence à moyens constants. Dans un contexte de baisse de moyens chez les COBAS et de fermeture des bureaux de poste, ce « challenge » s'avère très lourd voire impossible à réaliser. Et d'ores et déjà, La Poste annonce que l'accord COBA ne sera pas reconduit tel quel, devons-nous comprendre qu'il serait reconduit au moins disant ?

La CGT sera très attentive sur l'ensemble de ce volet qui ne peut entraîner que des réorganisations !



Branche Télécoms

Elections à Orange

Les salariés d'Orange France ont élu leurs représentants au Comité Social Economique (CSE) du 19 au 21 novembre dernier.

Le taux de participation reste stable à 72,21% et les résultats au sein de l'Unité Economique et Sociale (UES) s'établissent à : CFE-CGC 26,08%, CFDT 25,42%, CGT 14,74%, FO 14,04%, SUD 13,46%. La CGT remercie les cadres qui ont porté leur voix sur ses listes, elle perçoit sa 3ème place et sa part d'influence, de 2,45%, comme un message envoyé par les salariés pour qu'elle améliore ses pratiques et tienne mieux compte de leur vécu dans ses propositions.

Ce besoin avait déjà été exprimé en 2017, la CGT n'a sans doute pas été assez loin et assez vite dans sa démarche de proximité et d'écoute.

La CGT procède aux analyses nécessaires et en tirera les enseignements qui s'imposent.

Le grand absent

La présentation du nouveau plan stratégique Orange 2025 a été repoussée en décembre juste après les élections...

Le rôle des organisations syndicales sera prépondérant, notamment, sur les réorganisations qui en découleront. Dans les nouveaux CSE, la CGT défendra : L'humain et l'emploi au cœur du projet, aussi bien entre collègues qu'avec le client, une politique industrielle axée sur la maîtrise de nos réseaux, le maintien des savoir-faire en interne, la protection des données et de l'environnement, la définancialisation d'Orange trop tournée vers la production de cash pour satisfaire les marchés financiers.

Et une vraie ambition en R&D pour fournir les réseaux et services car là où Orange dépense 80 millions d'euros, les mastodontes du numérique investissent 15 milliards !

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications CGT

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

Échos

Ni au Lycée, ni ailleurs !

Suite au recours de 4 organisations, dont la CGT Educ, la reconnaissance faciale n'aura pas lieu dans les lycées de Nice et Marseille.

La CNIL avait déjà émis un avis négatif justifié par une protection renforcée des personnes.

Ces technologies, soutenues par les pouvoirs publics et développées par de grands groupes capitalistes comme Thalès ou Engie avec différents projets qui vont de la reconnaissance des émotions dans l'espace public urbain à l'interconnexion massive de bases de données à des fins de police prédictive, en passant par la surveillance des réseaux sociaux transforment l'urbanité en entreprise de surveillance.

La CGT plaide en faveur d'une intelligence artificielle et une utilisation des Big Data au service du progrès humain et social.

Luttes

Mobilisation dans la fonction publique

La politique du gouvernement aboutit à abandonner des missions de services publics, à précariser plus l'emploi et à détruire les droits et garanties des personnels.

Et les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2020 prévoient encore austérité et économies. Les gouvernants dégradent encore plus les conditions de vie des agents avec, notamment, le gel du point d'indice et un budget à minima pour les politiques publiques.

Le 14 novembre dernier, les personnels de la Fonction Publique ont manifesté pour imposer d'autres choix. Dans l'intérêt général, les pouvoirs publics doivent redévelopper des politiques de services publics sur tout le territoire.

Dégraissage massif à Radio France

Radio France annonce 299 suppressions de postes d'ici 2022, dans le cadre du projet de transformation de l'entreprise et ce plan ne tient pas compte des contrats précaires, près de 10% des effectifs, qui ne seront pas renouvelés et ceci malgré une audience en hausse.

Ce plan est présenté comme la conséquence d'économie de 25 millions sur les « charges » de personnel et de 20 millions de la baisse des contributions de l'état.

Le SNJ CGT évoque un plan insoutenable qui n'est pas une simple réorganisation mais un grave affaiblissement du service public de la radio. Depuis le 25 novembre, les salariés de Radio France sont en grève.

Pour suivre la grève vous pouvez écouter : R2D (RadioDedansDehors) sur #SoundCloud et #AGradiofrance en direct sur Facebook live : m.facebook.com/CGT.Radio.France

International

Répression en Bolivie

La CGT est profondément préoccupée par les événements très graves que vit la Bolivie à la suite des élections du 20 octobre 2019 et de la démission puis de l'exil du Président, Evo Morales.

Cette situation place le pays au bord de la guerre civile. Et la nouvelle présidente, auto proclamée fait la part belle aux élites économiques nationales et internationales qui convoitent les réserves de lithium du pays (plus de 90% de la production mondiale) comme un renvoi d'ascenseur...

Aujourd'hui, c'est une crise politique sans précédent que traverse le pays. La CGT se déclare pleinement solidaire des travailleurs et de la population bolivienne. Elle appelle au retour au calme et à la pacification du pays. Elle appelle la communauté internationale à assurer le respect des droits individuels et collectifs dans cette situation éminemment explosive.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Non aux quotas

Dans son offensive libérale autoritaire sans précédent, le gouvernement remet en cause notre système de solidarité nationale et de sécurité sociale et focalise, une nouvelle fois, le débat sur la question migratoire et identitaire, s'acharnant à précariser les droits des étrangers et posant l'immigration comme un problème et une charge pour la société.

La CGT a, depuis de nombreuses années, mis en lumière la réalité sociale et économique de l'emploi des travailleurs sans-papiers dans de nombreux pans de l'économie française.

Tous les travailleurs doivent avoir les mêmes droits dans les entreprises et, pour cela, doivent disposer du droit de séjourner et travailler sur le territoire.

Pour la CGT, il n'est pas question de tolérer cette logique de précarisation du salariat.

Santé

Tout va bien ?

Toluène, éthylbenzène, xylène, ce sont les molécules d'hydrocarbures trouvées dans du lait maternel prélevé après l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen.

L'avocate rouennaise, Saliha Blalouz, décide, faute de réponse de l'Agence Régionale de Santé, de faire réaliser, en présence d'un huissier de justice, des tests individuels avec neuf mères volontaires.

Ces prélèvements ont été analysés au CHU de Limoges, qui a révélé, début novembre, ses premières conclusions. Ce sont des premiers résultats partiels et bruts, donc à prendre avec précaution, des comparaisons devant être effectuées avec du lait antérieur (congelé) et des prélèvements à venir.

La directrice de l'ARS avait déclaré au lendemain de l'incendie « qu'il n'était pas justifié de remettre l'allaitement en cause ». On vous l'assure, tout va bien !

Des réponses à la hauteur des besoins !

30 000 professionnels ont manifesté à Paris le 14 novembre dernier, pour exiger davantage de moyens et d'effectifs. Depuis plusieurs semaines, certains hôpitaux ont entamé une grève du codage pour interpellier l'assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) et son ministère de tutelle. Cette action s'attaque aux nerfs de la guerre : l'argent.

Elle s'inscrit dans le mouvement social qui, depuis plusieurs mois, traverse l'hôpital public, notamment dans les services des urgences.

Pour la CGT, les revendications sont claires : arrêt des fermetures de lits, embauche massive de professionnels et une augmentation de salaire de 300 € minimum pour l'ensemble du personnel. La CGT appelle à la poursuite de l'action les personnels de la santé et de l'action sociale ainsi qu'à la grève le 5 décembre.

Égalité

#Stopviolence sexistes et sexuelles

La CGT a gagné l'adoption d'une norme de l'OIT protégeant toutes les femmes contre les violences sexistes et sexuelles et devant être ratifiée par chacun des pays.

A ce titre, la CGT exige: la ratification du gouvernement français, La fin des propos et comportements sexistes notamment au travail, La prévention des violences en sensibilisant les salariés et formant les acteurs, La protection des victimes et de leur droit au travail avec la prise en charge de l'ensemble des frais de justice par l'employeur. Les mesures du gouvernement, faisant suites au « Grenelle des Femmes » et annoncées le 25 novembre, pendant les manifestations contre les violences sexistes et sexuelles, ne sont pas à la hauteur des attentes, l'enveloppe financière est singulièrement mince pour répondre aux besoins.

La CGT s'emploie à faire avancer les droits de toutes les femmes.